

des lieux si éloignés et au noms si étranges s'intéresse si peu à engager des pourparlers sur place avec les dirigeants de la Grande-Bretagne, de l'Europe occidentale ou des États-Unis. Estime-t-on maintenant que ces régions intéressent de moins en moins le Canada et les autres pays? Les Canadiens seront, je le crains, les premiers à souffrir de ce déclin de l'intérêt de notre pays pour l'Europe occidentale et la Grande-Bretagne.

Le gouvernement, malgré les mises en garde répétées du chef de l'opposition (M. Stanfield) et d'autres, n'a pas pris de dispositions utiles en prévision des répercussions possibles sur le commerce de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. L'intérêt de dernière heure manifesté par les ministres incline presque à croire que ce n'est que pendant l'avant-dernière semaine qu'ils ont entendu parler pour la première fois des projets de la Grande-Bretagne. L'histoire démontrera peut-être que le premier ministre du Canada aurait mieux fait d'aller à Bruxelles plutôt qu'à Tachkent ou même à Samarcande. Ici, à Ottawa, nous étudions aujourd'hui une question d'intérêt international parce que le gouvernement n'a pas jugé bon de soumettre son document secret à l'examen de la Chambre. Exception faite de la déclaration déposée, nous n'avons pu prendre connaissance du contenu de ce document. Nous ne disposons pas des renseignements nécessaires pour en juger toutes les ramifications. Aussi nous abordons un document important sans trop savoir ce qui en est. Nous n'hésitons pas toutefois à déplorer la façon dont ce protocole a été conclu. Permettez-mois de dire, Votre Honneur, que le mépris avec lequel on traite le Parlement n'en devient pas plus acceptable simplement parce qu'il devient plus fréquent avec le temps.

Bien entendu, nous nous réjouissons de la plus grande harmonie de nos rapports avec l'Union soviétique et son peuple. Pour ma part, je n'ai jamais apprécié le climat tendu de la guerre froide, et je n'aiderais ni n'encouragerais quiconque voudrait revenir à la diplomatie tendue et inflexible de cette période. Naturellement, nous voulons la détente. C'est avec fierté que j'ai appuyé le gouvernement du très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) lorsqu'il a donné de l'expansion à notre commerce non seulement avec l'Union soviétique mais aussi avec la République populaire de Chine, ce qui, à mon avis, a eu des conséquences profondes et heureuses non seulement au Canada mais dans d'autres pays également. Rien ne s'oppose à des pourparlers fructueux avec le gouvernement de l'Union soviétique, mais ils ne doivent pas se faire aux dépens d'autres puissances sur qui, en dernière analyse, nous devons compter pour la sécurité à laquelle on peut prétendre en ce monde d'insécurité, de tension et d'adversité.

Des voix: Bravo!

M. Macquarrie: Je le répète, nous devons être toujours vigilants de crainte que de prendre des attitudes populaires ne nous empêche de voir la réalité. Nous désirons vivement paraître larges d'esprit. A notre époque, personne ne veut qu'on l'accuse d'être anti-communiste ou étroit d'esprit. Il faut aussi faire preuve de largeur de vues. En réalité, il est dangereux de s'opposer à tout ce qui est considéré différent. Toutefois, dans tout cela, nous ne pouvons oublier les réalités de la situation mondiale. Il y a eu les événements de Hongrie en 1956. Il y a le mur

[M. Macquarrie.]

de Berlin; nous ne l'avons pas érigé, ni les États-Unis ni non plus la Grande-Bretagne. Nous nous souvenons tous ici des sinistres nouvelles de ce matin d'été de 1968 alors que ce fier petit pays, la Tchécoslovaquie, a été brutalement écrasé et que sa nouvelle liberté socialiste florissante a été détruite. Nous ne pouvons oublier que les États baltes sont dans l'esclavage. Voilà des peuples qui avaient des aspirations et des espoirs de développement et de pays qui pendant de brèves périodes se sont épanouis en démocraties sensibles. Peut-on feindre d'ignorer le sort du Juif soviétique? La force navale russe ne s'étend-elle pas en Méditerranée, dans la mer Rouge et l'Océan indien? Une doctrine Brejnev n'a-t-elle pas été annoncée il y a quelque temps, et est-ce une perspective agréable à envisager pour ceux qui en connaissent les dangers? En dépit de notre désir d'avoir des entretiens scientifiques et d'améliorer la situation, ne nous laissons pas obnubiler par la jubilation que provoque cette visite et l'ambiance harmonieuse qui l'entoure. N'oublions pas de demander si les questions épineuses ont été discutées. A-t-on parlé sérieusement des pertes que subit l'industrie de la pêche sur la côte de l'Atlantique et qui influent sur les moyens de subsistance d'honnêtes Canadiens dont c'est le gagne-pain? A-t-on eu des entretiens positifs au sujet de l'avenir des populations captives? Lorsque le très honorable représentant de Prince-Albert était premier ministre, la délégation canadienne à l'Assemblée générale des Nations Unies avait soulevé la question des gens que l'Union soviétique gardait en esclavage. Faut-il l'oublier? On en parle fort peu à la Chambre. Il ne faudrait pas oublier la question simplement parce que cette suppression des libertés existe de longue date.

• (12.40 p.m.)

Et l'Ukraine? A quel point en a-t-on examiné sérieusement la situation? Et la pêche dans les eaux troubles du Moyen-Orient, et l'engagement militaire dans cette région? Il y a une longue liste de questions sérieuses qui resteront sur la table après qu'on aura nettoyé la salle de banquet et que les invités seront partis, et même une toute petite contribution à la solution de certaines de ces questions serait infiniment plus utile que les tirades grandiloquentes empreintes d'infatuation ou que les réalisations éphémères par lesquelles on veut faire croire que d'un trait de plume, un premier ministre a pu changer la face du monde, ouvrir une ère nouvelle et détrôner les vieilles valeurs.

J'aimerais dire en guise de conclusion que si ce protocole était aussi important que l'a donné à entendre le premier ministre suppléant, il aurait alors fallu le présenter au Parlement et à la population canadienne, comme tout document important, et non pas seulement le tirer en secret d'une valise et l'agiter à la vue du peuple de l'Union soviétique.

Des voix: Bravo!

M. Macquarrie: Si ce n'est en somme que du baratin de relations publiques, il ne faudrait pas le présenter trompeusement à la population canadienne en exagérant l'im-